

Le rôle et les tendances actuelles de la social-démocratie en France

LA SOCIAL-DEMOCRATIE RETOURNE-T-ELLE A SA SITUATION D'AVANT-GUERRE?

Une opinion d'abord discrète et de plus en plus avouée tend à se faire jour ou feint de se faire jour dans les cercles des droitiers exclus du communisme (P. O. P. et autres d'essence plus raffinée) et de gauchistes S. F. I. O., c'est celle de la tendance de la S. F. I. O. à retourner à sa position d'avant-guerre, à la formule large et démocratique du parti ouvrier abritant à la fois réformistes et révolutionnaires, du parti de classe à déformation droitière mais offrant toujours à une gauche résolue des possibilités de redressement révolutionnaire. Comme le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme prêche le retour à une nouvelle charte d'Amiens et en prédit l'avènement, cette tendance feint de prêcher et de prédire le retour à un renouveau de l'Unité Socialiste. Le parti S. F. I. O. s'amputerait à droite de ses éléments que la scission communiste a de plus en plus poussés dans le sens de la collaboration avec la bourgeoisie et se renouvellerait à gauche par l'apport des ex-éléments communistes déçus par la gymnastique ultra-gauche de leur Internationale, et revenant de leur erreur de Tours. Ainsi on espère un regroupement nouveau des forces ouvrières.

Un fait significatif c'est la conversion d'Amédée Dunois à cette politique. Amédée Dunois est un symbole — en lui se résumant le P. O. P., le Comité pour l'Indépendance et la gauche socialiste comme les trois personnes de la Sainte-Trinité. Le *Ça Ira* dans ses premiers numéros nous a appris qu'il était membre du Comité Central du Parti Ouvrier-Paysan. Le *Cri du Peuple*, organe des minoritaires de la C.G.T.U. hospitalise régulièrement sa prose qui provoque d'ailleurs par son réformisme trop criant les protestations légitimes de camarades qui n'ont pas encore renié l'esprit du communisme, la *Nouvelle Revue Socialiste*, organe théorique de la S. F. I. O. et la *Bataille Socialiste*, organe de la « gauche », publient ses confessions et nouvelles professions de foi, enfin le *Populaire* nous apprend que la 5^e section de la Fédération

Socialiste de la Seine l'a réintégré à l'unanimité. Peu importent les radotages séniles de Dunois sur « la France où l'on se sent chez soi » sur « la conquête légale du pouvoir », ses falsifications de l'histoire du communisme et de sa propre théorie, car en prétendant aujourd'hui faire sien le programme du Parti Socialiste Communiste il oublie avoir lutté jadis contre Frossard. Dunois n'est plus qu'un cadavre mais ce cadavre est un symbole par tout ce qui s'incarne en lui.

Le parti officiel étant défaillant et bien plus, alimentant sans cesse par sa politique fausse le courant anti-communiste contre lequel il feint de lutter, c'est à l'opposition communiste de gauche qu'il appartient de faire le maximum d'efforts, pour que de bons ouvriers trompés par la politique fausse de leurs chefs et par les mauvais bergers de la droite, ne transforment leur mécontentement contre leur bureaucratie en aversion pour le communisme et ne soient perdus pour la Révolution.

La lutte contre la droite est aujourd'hui une partie de la lutte contre la social-démocratie. Le P. O. P. et ses ramifications, n'est, comme le dit Paul Faure, qu'un sanatorium, une salle d'attente sur le chemin qui mène à la Social-Démocratie.

Cette lutte exige comme base un éclaircissement théorique très ferme sur le rôle actuel de la Social-Démocratie en France, la nature de la lutte de tendances qui s'y livre et la signification des perspectives de la gauche. Une grande confusion règne à ce sujet, tant par la démagogie effrénée à laquelle se livre la Fédération Socialiste de la Seine qui fait tout pour brouiller les cartes, que par le déséquilibre et les oscillations perpétuelles de l'ultra-droite à l'ultra-gauche qui caractérisent les directions centristes du Parti Communiste officiel.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE COMME EXTREME-GAUCHE DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

La Social-Démocratie ne peut retourner à sa situation d'avant-guerre pour une raison très simple : c'est qu'il y a eu la guerre. L'Unité Socialiste pouvait être considérée avant la guerre comme l'équilibre instable de deux tendances, l'une réformiste, l'autre révolutionnaire, s'accommodant plus ou moins l'une à l'autre par des concessions réciproques, des compromis et des résolutions équivoques dont le plus beau spécimen reste la motion Kautsky sur le cas Millerand et le problème du ministérialisme où tout le monde pouvait trouver à boire et à manger. Cette oscillation, cet équilibre instable étaient déterminés par l'ambiguïté fondamentale de la nature du Parti unifié — parti de classe ou parti politique comme les

autres, par l'ambiguïté fondamentale du mouvement ouvrier sur lequel elle s'appuyait, non encore affranchi de la tradition des luttes communes avec la petite bourgeoisie républicaine (de 1830 jusqu'à la Commune y compris), mouvement ouvrier dans une démocratie ou mouvement ouvrier contre la démocratie bourgeoise.

La guerre était un carrefour : elle mettait le Socialisme Unifié en présence d'un problème qu'il n'avait jamais envisagé sous son aspect essentiel et dont la solution dans un sens ou dans l'autre devait cependant décider de son sort. L'équilibre instable n'était plus possible. La guerre posait le problème de l'intégration absolue à la Société bourgeoise, de la fidélité absolue à l'État bourgeois, incarnation de la dictature de classe, ou de la rupture absolue. Tout le poids des traditions patriotiques de la Commune pesant sur les chefs de la gauche, d'ailleurs émasculés progressivement par leur contact avec les réformistes, on sait qui l'emporta. L'équivoque était rompue. Le Socialisme Unifié avait dans les faits renoncé à être un parti de classe pour n'être qu'un parti politique comme les autres, c'est-à-dire un des serviteurs de la dictature de classe de la bourgeoisie.

Le Socialisme est par là passé de l'équilibre instable à un équilibre nouveau — équilibre dans les cadres de la Société bourgeoise et de ses institutions politiques, expression de la dictature sur le prolétariat. Il ne remontera pas le courant de son histoire, car l'histoire ne se répète pas, sinon pour les vieillards, comme Dunois, qui retournent aux années de leur enfance par un effet de leur propre dégénérescence. Mais comme toujours dans l'histoire, les formes périmées survivent longtemps au contenu dont elles ont été vidées (telle cette carte symbolique du parti S. F. I. O.), les acteurs du temps présent aiment à se rehausser à leurs propres yeux et à ceux des autres en chaussant les cothurnes et en arborant le masque des héros des anciens temps, en parlant un langage archaïque (telles ces controverses où l'on feint de renouveler la querelle du ministérialisme, les appels à l'unité de la classe ouvrière, les célébrations de la Commune).

« La Social-Démocratie — selon la formule excellente et définitive de Lénine, mais pourtant souvent si mal comprise — n'est pas l'aile droite du mouvement ouvrier, mais l'aile gauche de la bourgeoisie ». Ce n'est que l'énoncé d'un fait : l'intégration définitive à la bourgeoisie.

En France, on peut dire, en tenant compte de cette intégration et de ses modalités, que la Social-Démocratie est l'extrême-gauche de la démocratie bourgeoise. C'est un parti politique comme les autres, différent des autres partis bourgeois, certes, mais autant et pas plus que ceux-ci différent entre eux. Comme tous les autres

partis œuvrant dans les cadres constitutionnels des institutions démocratiques bourgeoises, il accepte les règles du jeu électoral, du jeu parlementaire, du jeu de l'exercice du pouvoir et enfin et surtout, le principe sacro-saint de l'Union Sacrée pour la défense nationale, pour la défense inconditionnelle de la Patrie bourgeoise en conflit avec un autre Impérialisme.

Extrême-gauche de la Démocratie bourgeoise ne doit pas s'entendre au sens historique du mot, mais au sens de la géographie électoralo-parlementaire des partis. Une mauvaise application et une mauvaise interprétation de la tactique du Front Unique, des reminiscences historiques mal digérées ont donné lieu sur ce point à bien des confusions. La Social-Démocratie n'est, par son rôle actuel, en aucune façon assimilable à ces fractions avancées de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, aux côtés desquelles, le prolétariat, faisant son apprentissage révolutionnaire pour le compte d'autrui, a lutté pendant tout le XIX^e siècle, jusqu'à l'aurore du XX^e siècle, avec l'affaire Dreyfus qui a marqué l'apogée de ces luttes et le commencement de leurs résultats réactionnaires. La Social-Démocratie n'est pas cette fraction de la bourgeoisie qui joue un rôle révolutionnaire de moteur de l'évolution pendant la minorité du prolétariat. Les critiques de Marx contre la formule lassallienne de la bourgeoisie et des partis bourgeois formant un seul bloc réactionnaire, répondent à une autre situation, car la Révolution bourgeoise est terminée dans les grands pays occidentaux et en France en particulier. Les progrès de la bourgeoisie (rationalisation, guerre chimique, etc.), ne sont plus que des reflexes réactionnaires contre le prolétariat et contre ses concurrents.

La Social-Démocratie tendrait plutôt à jouer un rôle non pas rétrograde mais conservateur pour la conservation du *statu quo* des institutions politiques de la Démocratie dont elle vit et qui est son milieu naturel. Lorsqu'elle entre en conflit (et avec combien de temporisation) avec le Fascisme ou le Fascisme larvé, c'est pour maintenir le *statu quo* des institutions politiques traditionnelles et non pour faire un pas en avant.

Extrême-gauche de la démocratie bourgeoise veut dire que la Social-Démocratie a trouvé sa place définie dans le système des partis bourgeois dont les positions géographiques au Parlement ne coïncident pas nécessairement avec le rôle historique.

La base sociale d'un parti de démocratie, conformément à la duplicité inhérente à tout système démocratique bourgeois, est double : la base électorale et la base proprement politique. C'est une vérité première, mais dont on ne tire pas assez les conséquences, que la politique d'un gouvernement ou d'une majorité issue du suffrage prétendu universel, n'a rien de commun (ou presque rien,

sinon des gestes symboliques) avec la politique des électeurs qui les ont poussé en avant. L'explication en est, que dans un régime de Démocratie bourgeoise parvenu à un stade avancé à tous les points de vue comme est le nôtre, ce sont les grands intérêts capitalistes qui gouvernent. Les politiciens de la démocratie ont une fonction bien définie dans le cadre du régime capitaliste : servir de trait-d'union entre la souveraineté réelle des grands intérêts capitalistes et la souveraineté illusoire du pays électoral. Le Parlement aussi bien que la police, est dans les grands pays occidentaux, l'expression tangible de la dictature de classe des capitalistes.

Mais de la reconnaissance de ces vérités premières à celle de leurs conséquences pratiques il y a un pas qui n'est pas si vite franchi.

C'est ce que montre l'existence tenace d'un schéma pseudo-marxiste qui, en acceptant implicitement le postulat mensonger de la Démocratie bourgeoise, s'efforce de faire correspondre la géographie zoologique du Parlement avec la géographie sociale du pays. Chaque parti serait le parti d'une classe ou d'une zone de classes assez bien déterminée dont il s'efforcerait de traduire dans les lois les aspirations dictées par le suffrage universel. Ainsi le Parlement avec ses partis serait le miroir où se reflèterait le pays avec ses classes. De l'extrême-droite à l'extrême-gauche parlementaire s'échelonnent les zones sociales allant de la grande bourgeoisie à la petite bourgeoisie et au prolétariat en passant par la moyenne bourgeoisie. Gauche, centre, droite seraient des entités sociales. De la sorte le Parti Socialiste serait le parti des couches moyennes et aristocratiques du prolétariat marchant de front avec la petite bourgeoisie urbaine et paysanne. On voit comment le Parti Communiste trouve place naturellement dans ce schéma à la gauche sociale et parlementaire du Parti Socialiste; quelle conception de front unique et quelle tactique à l'égard de la démocratie en découlent, les années 1926-27, triomphe du grand opportunisme électoral-parlementaire dans le P. C., l'ont montré.

Ce sont des réminiscences historiques confuses des analyses données par Marx sur le rôle respectif des partis et des classes dans des situations révolutionnaires sans rapport avec les situations parlementaires actuelles, valables pour l'époque (maintenant révolue pour les grands pays occidentaux) des révolutions bourgeoises qui nourrissent ce schéma pour lui donner une allure pseudo-scientifique. Mais décalquer Marx n'est pas appliquer sa méthode, c'est au contraire aller à rebours de cette méthode.

Appliquer à la situation actuelle ce schéma familial aussi bien à Marcel Déat, théoricien « marxiste » de l'extrême-droite S. F. I. O. qu'à tel rédacteur centriste aujourd'hui en mal d'ultra-gauche

des *Cahiers du Bolchévisme*, c'est en réalité tenir le mensonge de la démocratie bourgeoise pour une vérité.

En réalité, les luttes entre les différents partis de la Démocratie en France ne sont pas l'expression de la lutte des classes dans la société tout court, mais l'expression de la concurrence entre les grands intérêts capitalistes. Dans la société bourgeoise, parvenue à son apogée, et déjà sur l'autre versant, ayant franchi le stade de la Révolution bourgeoise, il ne peut y avoir qu'une classe et qu'une seule politiquement dirigeante : la grande bourgeoisie (industrielle et financière). Tous les partis politiques non révolutionnaires ne peuvent être que les serviteurs de cette classe et les auxiliaires de sa dictature impitoyable. Toutes les autres classes (petite et même moyenne bourgeoisie urbaine et agricole, prolétariat à tous ses degrés) ne peuvent être économiquement comme politiquement que dirigées et non dirigeantes. Mais la grande bourgeoisie n'est pas une entité organique; sa loi est la concurrence des intérêts particuliers de tel ou tel grand groupe d'affaires. Cette concurrence économique a son expression politique dans la concurrence des différents partis.

Lorsqu'on dit que le régime démocratique avec ses luttes de partis pour le suffrage et pour l'exercice du pouvoir est le reflet de la concurrence économique dans la société bourgeoise et non le reflet de la lutte des classes dans toute la société, on dit une chose juste, mais à condition d'entendre par là non pas un reflet symbolique mais un reflet réel et direct. Ainsi il est bien évident que le Cartel des Gauches poussé au pouvoir par la petite bourgeoisie et une partie du prolétariat qui la suivait, n'a pas fait, parvenu au pouvoir la politique de la petite bourgeoisie, mais bien celle de la finance anglo-américaine victorieuse par le Plan Dawes, du Comité des Forges et celle de la Banque de Paris et des Pays-Bas, donc, d'une fraction d'intérêts de la grande bourgeoisie en lutte contre une autre fraction. A un moment donné de l'histoire, étant donné la structure de fait de l'économie et de la politique capitaliste, il n'y a qu'une politique et qu'une seule, déterminée par le rapport de forces entre les intérêts capitalistes en présence. Le point d'application de cette politique passe par la résultante.

La politique à suivre étant déterminée de façon nette et sans équivoque par le rapport des forces économiques, il peut y avoir simplement concurrence entre les divers partis politiques pour savoir qui réalisera la tâche et bénéficiera des « menus » profits qu'elle comporte. C'est ce qui se produit actuellement. La lutte âpre de la Social-Démocratie et des partis de gauche (s'atténuant à mesure qu'on se rapproche du centre) contre le ministère Tardieu, opposition parlementaire que d'audacieux gauchistes (audacieux par leur

impudence) prétendent habiller des rouges couleurs d'une opposition de classe au régime, n'a pas d'autre sens. La caractéristique de cette lutte c'est qu'elle ne comporte aucune opposition de programme et de principes. Le programme intérieur et extérieur (réformes sociales — assurances sociales, école unique, grands travaux publics; Plan Young) de l'opposition et du gouvernement coïncident exactement.

On a assisté à cette situation burlesque et justement digne de la verve du *Canard Enchaîné* : la gauche parlementaire, S.F.I.O. en tête, reprochant au premier ministre Tardieu la malhonnêteté politique qui consiste à voler le programme de son prochain (combien prochain!), la droite par l'organe du « raciste » Paul Reynaud, rétorquant le même reproche à l'éphémère ministère de gauche Chautemps. Sans doute Léon Blum a-t-il feint une opposition de principe en politique extérieure à la thèse française à la Conférence navale de Londres. On en a vu la valeur lorsqu'il a solennellement apporté, au nom de son parti, l'assurance d'un entier soutien au ministère Chautemps qui, sur ce point, proclamait hautement son absolue continuité d'action avec le ministère précédent. On a vu Léon Blum et le Pasteur Soulié, maugréant l'un contre l'autre et ce dernier contre lui-même, confondre leurs votes en faveur du Plan Young, splendide illustration du déterminisme en politique.

Si toute politique parlementaire, ne peut être que la politique de la grande bourgeoisie, considérée dans la totalité de ses intérêts ou dans tel ou tel grand groupe d'intérêts s'opposant à d'autres, il reste de toute évidence que la base électorale de cette politique ne peut être que grande-bourgeoise.

Par base électorale d'un parti de gauche, comme le parti S. F. I. O., il faut entendre non seulement les électeurs mais les « cadres ». Les cadres qui constituent l'armature du parti en tant que parti sont le trait-d'union entre les électeurs et les politiciens parlementaires comme ceux-ci le trait-d'union entre les intérêts capitalistes et le pays électoral. C'est à mesure qu'on se déplace vers la gauche dans la géographie politique que l'on trouve des cadres de plus en plus solides. Ceux des partis d'extrême-droite sont des formations de combat extra-parlementaires disposées en réserve pour toutes sortes de coups durs anti-ouvriers en cas de carence de la police officielle ou de chantages sur le Parlement (voir la situation en 1926). Les partis de droite et du centre à la Chambre en sont réduits à leur groupe parlementaire. Le parti radical a ses cadres mais surtout composés d'élus ou d'aspirants à l'élection. C'est le Parti Socialiste qui, avec ses 110.000 adhérents, possède les cadres les plus solides et c'est une situation que ne manquent pas de lui envier les chefs publicistes de la droite comme Kerillis.

On ne peut faire non plus coïncider à la rigueur la base électorale des partis parlementaires (cadres compris) avec la géographie sociale du pays. La petite bourgeoisie en particulier est partout, aussi bien à droite qu'à gauche et au centre, et tantôt d'un côté, tantôt d'un autre en proportions variables suivant les vicissitudes de l'heure politique. Cela s'explique par le fait qu'elle est très diverse, que ses limites sont indéfinies, qu'elle forme avec le prolétariat la grande masse du pays électoral et qu'elle est en même temps la classe la moins susceptible d'avoir une politique propre. Le prolétariat inorganisé est très diversement réparti et se confond électoralement avec la petite bourgeoisie dont on ne saurait l'isoler que par abstraction. Le prolétariat organisé dans les syndicats réformistes de la C. G. T. a, la plupart du temps une conscience politique au même niveau (c'est-à-dire assez pauvre) que sa conscience corporative de classe économiquement directrice mais non antagoniste par principe des autres classes. On a vu l'intervention indirecte dans les élections de la C. G. T. avec son fameux programme, aboutir dans la zone des partis de gauche et même un peu plus loin avec les candidats les plus divers, à un acquiescement très large. Le parti radical, en particulier, a solennellement fait sien ce programme. On obtiendrait le même résultat en considérant les diverses couches du prolétariat selon leur niveau de vie. Il y a de l'aristocratie ouvrière dans le Parti Socialiste mais aussi ailleurs, et le Parti Communiste est loin de ne posséder que des manœuvres ou même une majorité de manœuvres. Aussi bien dans son sein que dans sa base électorale, comme il l'avoue lui-même. La formule d'Engels et de Lénine sur le « Parti ouvrier-bourgeois » répétée à la façon des perroquets par les bureaucrates du communisme officiel (cela signifie parti du prolétariat embourgeoisé, de l'aristocratie ouvrière et rien de plus) pour qualifier la Social-Démocratie, ne s'applique pas exactement.

La base électorale et les cadres des partis démocratiques ne peuvent par définition coïncider précisément avec des zones socialement bien distinctes, le principe même de la démocratie exigeant qu'on s'adresse non pas à telle ou à telle classe mais au « citoyen » en général. Cependant il existe indubitablement des orientations. La Social-Démocratie s'adresse, de préférence, à la petite bourgeoisie et son prolétariat qu'elle unit et confond, à ce qui constitue démocratiquement parlant, le peuple, par opposition aux grands privilégiés. Elle conserve, par la puissance des traditions et par la stupidité du communisme officiel, des bastions ouvriers importants enlisés dans la torpeur réformiste, dans le Nord, dans la Loire et dans la Vienne. Elle s'appuie sur un nombre respectable de fonctionnaires de l'État dont le nombre fait déjà de la C. G. T. un

organisme non exclusivement prolétarien, en particulier sur des instituteurs. Elle fait actuellement un grand effort, souvent heureux, pour gagner la petite et moyenne bourgeoisie agraire, dans les régions agraires du midi en particulier.

Il n'existe malheureusement pas de statistiques de la composition sociale de ce célèbre parti de 110.000 membres. Elles seraient certainement très instructives et l'on verrait plus nettement encore, que le poids spécifique du prolétariat même aristocratisé et embourgeoisé est très loin de l'emporter dans ce pseudo-parti ouvrier. La base électorale d'un parti démocratique bourgeois et la politique qu'il mène, ne peuvent, nous l'avons vu, coïncider, mais un raccord bien que très lâche doit exister pour le fonctionnement de la machine démocratique entre cette politique et certaines aspirations qu'elle ne doit pas trop choquer. Ouvriers républicains fraternisant dans la communauté populaire avec la petite bourgeoisie, aspirant à une amélioration de leur bien-être par les réformes sociales dans le cadre des institutions économiques du capitalisme; fonctionnaires intéressés par définition à la conservation de la machine de l'Etat (on trouve jusqu'aux fonctionnaires de la police dans la S. F. I. O. cela est bien connu et n'est nullement une calomnie inventée); moyens et petits paysans partisans par définition de la propriété individuelle et ne dépassant pas dans leurs aspirations progressives le stade d'un coopératisme assez conservateur ou la revendication d'une aide de l'Etat contre les spéculateurs; tous les petits qui sont mécontents des gros mais n'aspirant pas à supprimer la classe des gros dans leur espoir de parvenir un jour à leur niveau ou d'y faire parvenir leurs enfants, voilà ce qui constitue le principe d'un raccord entre la politique S. F. I. O. et sa base électorale.

On comprend ainsi comment, par sa base sociale même, le Parti Socialiste a pu cesser d'être un parti de Révolution pour devenir un parti de réformes, cesser d'être un adversaire de l'Etat bourgeois pour devenir un de ses fidèles serviteurs, cesser d'être un adversaire de la propriété privée pour en devenir un garant très respectable (cf. élection de Narbonne). Il a fait ainsi le champ libre pour mettre ses politiciens au service de la seule classe économiquement aussi bien que politiquement dirigeante — la grande bourgeoisie et de ce chef, entrer en lice pour la concurrence avec les autres partis de la Démocratie bourgeoise, ses semblables, ses frères.

A. ARIAT.